



Tentative de musèlement du MRC de Maurice Kamto, et restriction des libertés publiques, le pouvoir de Yaoundé multiplie les signes de raidissement.

L'environnement sociopolitique du Cameroun inquiet de plus en plus. À force de vouloir conserver le pouvoir, le régime de Paul Biya (86 ans dont 37 à la tête du pays), prend depuis quelques temps, une série de mesures qui s'avèrent essentiellement liberticides. Des dérives à la démocratie et aux droits de l'homme qui nous rappelle l'époque postcoloniale.

Jean Bruno Tagne est journaliste écrivain, dans une sortie sur facebook, il s'étonne de la sauvagerie politique à laquelle on assiste au Cameroun ces derniers temps

Voici intégralement son texte

Bienvenue en Barbarie

La sauvagerie politique à laquelle on assiste au Cameroun ces derniers temps est d'abord le fait du pouvoir de Yaoundé, qui tient le premier rôle. Au nom de quoi doit-on systématiquement interdire toute tentative de manifestation des partis politiques ?

Au nom de quoi doit-on molester des militants de l'opposition qui essaient simplement de

s'exprimer alors même qu'on prétend être dans une démocratie ?

Il serait peut-être plus logique et cohérent de décréter le parti unique, comme le fit Ahmadou Ahidjo en 1966 pour définitivement tuer toute illusion démocratique.

Au moins là, les Camerounais sauront désormais à quoi s'en tenir. On croyait avec la libération des prisonniers politiques du Mrc, l'arrêt des poursuites contre une partie des sécessionnistes ambazoniens et l'organisation du Grand dialogue national que Yaoundé avait définitivement décidé de jouer la carte de l'apaisement. Que non.

Il vient d'être rattrapé par sa véritable nature : un pouvoir répressif, violent et liberticide. Il faut désormais s'y faire faire : nous sommes en tyrannie. Quel recul ! Comment en est-on arrivé là après les combats menés au prix de leur vie dans les années 1950 et 1990 par nos héros nationaux ?

Le pouvoir est en train de donner le dernier clou sur le cercueil de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés publiques, faisant du Cameroun ce que Abel Eyinga considérait comme « un modèle de démocratie régressive ».

La bestialité à laquelle nous assistons impuissants (pour l'instant) n'augure rien de bon. C'est Nelson Mandela qui l'écrivait : « C'est toujours l'opresseur, non l'opprimé qui détermine la forme de la lutte. Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'aura pas d'autre choix que de répondre par la violence. Dans notre cas, ce n'était qu'une forme de légitime défense. »
